

### Le Président de la République souligne l'importance du renforcement d'une coordination internationale pour faire face aux défis sécuritaires dans la région du Sahel



Le Président de la République s'entretient avec le Roi de Jordanie

Le Président de la République participe à la Conférence du processus d'Aqaba à Cordoue

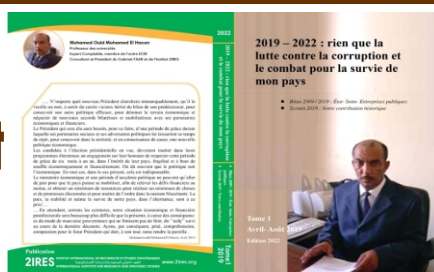
### Coup D'envoi De La Réunion Consultative Des Scientifiques Du Sahel Et Du Soudan A Nouakchott



### Chronique "Livres"

16

2019 - 2022 : rien que la lutte contre la corruption et le combat pour la survie de mon pays



Le mauritanien Coulibaly investi officiellement au Conseil d'Administration d'ITIE International au non de la Société Civile africaine



### Le Premier ministre: "Notre confiance est grande dans la capacité de nos Ulémas à contribuer au règlement du conflit au Soudan"



### Le chef de la diplomatie saoudienne samedi en Iran, selon les médias



## Le Premier ministre : " Notre confiance est grande dans la capacité de nos Ulémas à contribuer au règlement du conflit au Soudan "

Le Premier ministre, M. Mohamed Ould Bilal Massoud, a affirmé que le progrès des nations, des peuples et des civilisations demeure tributaire des rôles joués par des élites influentes, dirigées par des savants, des sages, des penseurs et des leaders d'opinion éclairés.

Dans son discours au Forum Consultatif des Ulémas du Sahel et du Soudan, ouvert ce lundi au Palais des Conférences de Nouakchott, il a déclaré que la responsabilité qui incombe aux Ulémas est très grande, notamment celle d'enseigner aux gens leur religion, en préservant l'intégrité des textes religieux et la justesse de leur interprétation. De même, a-t-il dit, qu'il leur incombe de rectifier les concepts ambigus et d'œuvrer à la réconciliation des peuples à des moments critiques où les sociétés musulmanes ou humaines font face aux dangers des conflits et des guerres. Le Premier ministre s'est adressé aux participants au forum en disant : " Nous avons une grande confiance dans l'importance des recommandations auxquelles vous parviendrez qui contribueront à la réconciliation entre les parties au conflit dans l'Etat frère du Soudan et à l'assèchement des sources de l'extrémisme dans les pays du Sahel "

Voici une traduction du texte intégral de ce discours :

" Mesdames et Messieurs, les ministres, Honorable Cheikh Abdallahi Bin Boya, Monsieur le wali, Madame la Présidente de la Région de Nouakchott,

Excellences, les ambassadeurs et chefs de missions diplomatiques accrédités auprès de notre pays, Mesdames et Messieurs, représentants des organisations internationales, Chers éminents et honorables Ulémas, Mesdames et Messieurs, Honorable assistance, Je voudrai tout d'abord vous exprimer, au nom de Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, notre profonde joie de vous accueillir tous ici, en terre de République Islamique de Mauritanie, où la tolérance demeure la principale caractéristique de notre société et son principe authentique et immuable. Une société pétrie par la foi dans la coexistence, la coopération, le renforcement des liens d'amour, le renforcement des passerelles de communication et l'action conjointe arabe et africaine comme facteurs par lesquels la paix est établie, le sang est



préservé et les personnes jouissent de la sécurité et de la sûreté. Bienvenue donc dans votre pays, la Mauritanie. Je suis également heureux d'adresser mes sincères remerciements à Son Excellence l'érudit Cheikh Abdallahi Bin Boya, président du Forum pour la paix d'Abu Dhabi, pour ses efforts bien connus et ses efforts louables pour

arrêter l'effusion de sang, stabiliser les pays et promouvoir la paix en Afrique et dans le monde en général Mesdames et Messieurs, Il ne fait aucun doute que le progrès des nations, des peuples et des civilisations demeure tributaire des rôles joués par les groupes élites influentes dans ces sociétés dirigées par des érudits, des sages, des penseurs et des leaders d'opinion éclairés. Le Prophète, que la prière et la paix de Dieu soient sur lui, dit en substance : " Les Ulémas sont les héritiers des prophètes "

Partant de ce noble hadith, on pourrait mesurer l'ampleur des responsabilités qui vous incombent, à commencer par celle d'enseigner aux fidèles leur religion, en préservant l'orthodoxie et l'authenticité des textes religieux et en veillant à la justesse de leur interprétation. Responsabilité aussi de rectifier les concepts ambigus et d'œuvrer à la réconciliation des peuples à des moments critiques où les sociétés musulmanes ou humaines font face aux dangers des conflits et des guerres. Mesdames et Messieurs,

Après avoir pris note de votre bon choix de notre pays comme lieu de ce forum, je ne peux m'empêcher de mentionner également le thème de ce forum, qui est approprié à sa circonstance temporelle, donc votre choix du noble verset : " Et réconcilier entre vous " intervient à un moment où l'Etat frère du Soudan connaît un conflit violent entre les habitants d'un même



pays tout comme certaines régions des pays du Sahel traversent de graves crises sécuritaires. Il s'agit donc d'un choix approprié.

La République Islamique de Mauritanie se tient aux côtés du Soudan frère dans cette douloureuse épreuve qu'il traverse et soutient tous les efforts africains, arabes et internationaux pour combler la fracture et rétablir la tranquillité et la paix.

A cet égard, nous réaffirmons et renouvelons l'appel de Son Excellence, le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, qu'il a lancé lors du trente-deuxième sommet arabe tenu à Djeddah, en vue de déployer tous les efforts possibles pour mettre fin efficacement aux hostilités en République du Soudan et créer les conditions appropriées pour fournir une aide humanitaire et parvenir à une solution politique globale dans ce pays frère.

S'agissant du Sahel, Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, depuis qu'il a assumé la présidence

tournante du Groupe des Etats du Sahel, a déployé de grands efforts pour affronter les enjeux économiques, sociaux, politiques et défis sécuritaires auxquels la région est confrontée.

Je salue également ici la coopération entre notre pays et l'Etat frère des Emirats Arabes Unis dans la lutte contre l'extrémisme, et le soutien

à la stabilité et au développement.

La Conférence africaine pour la promotion de la paix est l'un des fruits de cette coopération, qui réunit chaque année des dirigeants, des Ulémas, des chercheurs et acteurs de la région afin de diffuser la culture de paix et de tolérance dans la région.

A cette occasion, je salue le rôle de pionnier et mondial joué par les frères à Abu Dhabi afin de diffuser les valeurs de paix et de modération.

Mesdames et Messieurs, Enfin, je déclare, au nom d'Allah, l'ouverture des travaux du Forum Consultatif des Ulémas du Sahel et du Soudan, en restant grandement confiants dans l'importance des recommandations auxquelles vous parviendrez, et qui contribueraient à la réconciliation entre les parties au conflit dans l'Etat frère du Soudan et à tarir les sources de l'extrémisme dans les pays du Sahel.

Je vous remercie.

Que la paix et la miséricorde d'Allah soient sur vous "

## Coup D'envoi De La Réunion Consultative Des Scientifiques Du Sahel Et Du Soudan A Nouakchott

Le Premier ministre Mohamed Ould Bilal Messaoud a supervisé, lundi matin au Palais des Congrès de Nouakchott, le lancement de la réunion consultative des universitaires sahéliens et soudanais, organisée par la Conférence africaine pour la promotion de la paix en Afrique, sous le haut patronage du Président de la République.

La réunion vise à discuter des différents points de vue et idées liés aux questions de paix et de sécurité en Afrique.

La conférence de deux jours discutera de la situation actuelle au Sahel et au

fourniture d'un appui humanitaire et à l'établissement d'une solution politique globale dans le pays frère.

Son Excellence le Premier ministre a salué la coopération entre la Mauritanie et les Emirats arabes unis dans la lutte contre l'extrémisme et l'extrémisme, et le soutien à la stabilité et au développement, car la Conférence africaine pour la promotion de la paix est l'un des fruits de cette coopération, qui réunit chaque année des universitaires, des chercheurs et des militants de la région afin de diffuser une culture de paix et de tolérance dans la région.

Pour sa part, le Président du Forum d'Abou Dhabi pour la Paix, Cheikh Abdullah bin Bayyah, a remercié Son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh Ghazouani, pour le haut patronage qu'il accorde à la conférence, ainsi que le gouvernement et le peuple mauritaniens pour avoir accueilli cette conférence, qui comprend des universitaires sahéliens et soudanais. Il a salué les efforts de bonté et de paix fournis par les Emirats arabes unis, sous la direction de leur Président, S. A. le cheikh Mohamed bin Zayed Al Nahyan, à la conférence et au Forum d'Abou Dhabi sur la paix.

Il a déclaré que cette réunion s'est déroulée dans deux contextes différents, dont le premier est un contexte programmé qui entre dans les travaux du forum, et un contexte d'urgence et d'urgence, comme la situation dans les pays du Sahel et l'Etat du Soudan.

Il a souligné que les chercheurs du Sahel et du Soudan discuteront de ce qui peut être apporté par le biais d'initiatives et de propositions visant à résoudre les crises des pays mentionnés, soulignant que la conférence est une conférence de chercheurs qui n'a rien à voir avec la politique.

Il a ajouté que les participants devraient lancer un appel à la paix qui permettrait aux effusions de sang, à

l'intérêt public de prévaloir et de parvenir à une formule consensuelle de médiation et de réconciliation entre les parties en conflit dans ces pays.

Il a souligné que leur objectif et leur souhait sont la contribution du forum à éteindre les feux des guerres qui font rage, à arrêter le cycle des tueries, à se réconcilier entre les parties en conflit, à clarifier l'opinion légitime et à fournir des alternatives à la guerre dans les conflits en cours.

Pour sa part, Son Excellence le Ministre des Awqaf de la République arabe d'Egypte, M. Mohamed Mokhtar Gomaa, a remercié l'Etat frère mauritanien et le Forum d'Abou Dhabi pour la Paix d'avoir organisé cette conférence, qui constitue une occasion de promouvoir la paix et de diffuser ses valeurs, car elle porte un appel à la paix et une intention de réconciliation entre frères.

Son Excellence le Ministre a passé en revue les versets coraniques et les hadiths qui insistent sur la nécessité de sauver l'âme, l'honneur et la patrie de la destruction, soulignant que les combats exposent les deux pays à la destruction et à la chute.

Pour sa part, le Président de la



Commission de l'Union africaine, M. Moussa Faki, a déclaré que l'extrémisme, l'exagération et la destruction des lieux de culte n'ont rien à voir avec la vraie religion, notant qu'il s'agit d'un écart par rapport à la religion tolérante, soulignant que l'Union africaine a adopté une série de politiques pour faire face à ces manifestations d'ici 2030, en élargissant le cercle de partenariat et de coopération. Pour sa part, le Secrétaire général de l'Organisation de la coopération



islamique (OCI), M. Hussein Ibrahim Taha, a remercié le Président de la République pour les efforts déployés pour développer la région du Sahel, expliquant que les sujets qui seront abordés lors de ces rencontres concernent principalement les approches qui contribueront au développement des secteurs productifs dans la région du Sahel. Il a souligné qu'il est urgent de mobiliser des ressources financières adéquates pour soutenir la population de la région du Sahel et faire face aux catastrophes naturelles, et l'importance d'accorder une attention particulière aux approches sécuritaires qui garantissent la paix et la coexistence pacifique entre les peuples du continent, notant que la région vit de l'impact des fluctuations climatiques qui affectent clairement la vie publique dans la région du Sahel.

Le porte-parole des délégations, Conseiller du Président du Burkina Faso, M. Aboubacar Dakouri, a exprimé sa joie d'assister à la conférence en Mauritanie, qui a contribué à diffuser les valeurs de l'Islam, de la tolérance et de la fraternité dans les pays de la région.

Il a déclaré que les crises qui se déroulent sur le continent ont eu des effets négatifs sur la vie sociale et économique de la population du continent, soulignant que ces crises ont été fabriquées au nom de l'Islam, soulignant le rôle des érudits islamiques dans la correction de ces

idées fausses et le rejet de diverses formes de violence.

Il a appelé à la coopération entre eux pour résoudre ces problèmes, et à la coopération avec d'autres pour mettre en œuvre ces solutions.

Pour sa part, l'Ambassadeur pour la liberté religieuse aux Etats-Unis d'Amérique, M. Rashad Hussein, a exprimé son appréciation pour les efforts déployés par chacun pour résoudre les problèmes actuels, notant que le travail qu'ils font pour promouvoir la paix au Sahel et au Soudan est très critique, en particulier en cette période.

Il a affirmé son soutien aux efforts déployés par la Conférence pour parvenir à une solution globale et durable aux problèmes du continent.

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence de Leurs Excellences les Ministres de la Justice, de l'Intérieur et de la Décentralisation, de l'Education nationale, du Développement animal, de l'Enseignement supérieur et du Travail social, du Secrétaire général du Gouvernement, du Commissaire aux droits de l'homme, du Directeur du Cabinet du Premier Ministre, du Wali de Nouakchott Ouest, du Président de la Région de Nouakchott, du Gouverneur et du Maire de la province de Tafragh Zina, des membres du corps diplomatique accrédité dans notre pays, des représentants d'organisations internationales, des universitaires et imams nationaux et internationaux.

## Le Président de la République souligne l'importance du renforcement d'une coordination internationale pour faire face aux défis sécuritaires dans la région du Sahel

Le Président de la République, Son Excellence Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, président en exercice du G5 Sahel a souligné, mardi à Cordoue (Espagne), l'importance de renforcer la coordination entre tous les pays du monde pour relever les défis sécuritaires auxquels sont confrontés les pays de la région du Sahel.

Dans le discours qu'il a prononcé lors de la séance d'ouverture à huis clos du Sommet de l'initiative d'Al Aqaba, le Président de la République a affirmé que ces défis sont devenus une menace qui dépasse les frontières de la région. Son Excellence a souligné l'importance du G5 Sahel en tant que cadre de coordination stratégique et

d'échange d'informations, qui doit être maintenu et renforcé. Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani a également abordé l'approche mauritanienne dans le domaine du renforcement de la sécurité et de la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme. Ont participé à la séance à huis clos en plus du Président de la République, Sa Majesté

le Roi Felipe VI d'Espagne, Sa Majesté Abdallah II, Roi de Jordanie, le Président Nana Akufo-Addo du Ghana, le Président de la Guinée-Bissau, M. Umaro Mokhtar Sissoco Embaló et le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, des ministres et responsables d'appareil sécuritaire.



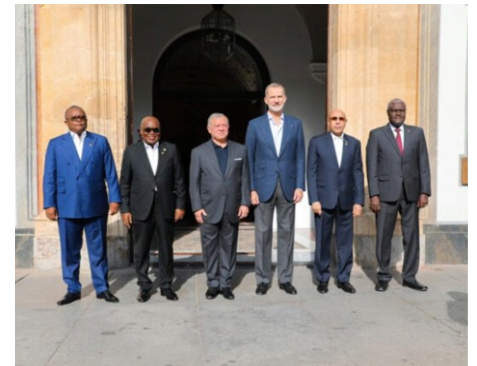
## Le Président de la République participe à la Conférence du processus d'Aqaba à Cordoue

Le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a pris part, mardi au Palais de la Merced à Cordoue, à la Conférence du processus d'Aqaba, dont l'édition actuelle est consacrée aux questions de sécurité et de défense dans les régions de l'Afrique de



l'Ouest et du Sahel. Outre Son Excellence, la conférence a vu la participation du Roi Felipe VI d'Espagne, du Roi Abdallah II de Jordanie, du Président Nana Akufo-Addo du Ghana, du Président de la Guinée-Bissau Amar

Cissou Ampalo et du président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat. La conférence annuelle du processus d'Aqaba réunit environ 200 représentants d'une trentaine de pays de par le monde.



## Le Président de la République s'entretient avec le Roi de Jordanie

Le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, s'est entretenu, mardi, avec Sa Majesté le Roi Abdallah II de Jordanie, en marge de la Conférence du processus d'Aqaba à Cordoue,

en Espagne. Les entretiens ont porté sur les relations fraternelles et les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale entre les deux pays frères. Ont assisté à la rencontre du côté mauritanien, le ministre

des Affaires étrangères, de la Coopération et des Mauritanien de l'Extérieur, Mohamed Salem Ould Merzoug, le directeur de cabinet du Président de la République, Ismail Ould Cheikh Ahmed, l'ambassadeur

de Mauritanie en Espagne, Kane Boubacar, et côté jordanien, le ministre des Affaires étrangères Ayman Safadi et l'ambassadeur de Jordanie à Madrid.



## Controverse autour de la mort d'Oumar Hamadi Diop : Les avocats de la famille dénoncent "une autopsie incomplète"

Une conférence de presse a été tenue lundi 12 juin 2023 à Nouakchott en hommage d'Oumar Diop. Ce reportage se penche sur les propos tenus lors de cette conférence de presse. Des interrogations troublantes ont été soulevées concernant les circonstances entourant l'interpellation et la mort du défunt.

Vieux Diop, frère d'Oumar Hamadi Diop, accompagné d'un collectif d'avocats composé de Maître Fatimata M'baye, Maître Ba Ould M'Bareck et Maître El Eid M'Bareck, a remis en question les motifs de l'interpellation d'Oumar énoncés par les autorités. Il a souligné que le communiqué de la police mentionnait une bagarre entre gangs sans aucune arrestation ni poursuite des agresseurs. De plus, les

informations rapportées par le procureur provenant des policiers ayant transporté Oumar au service des urgences du centre hospitalier national suscitent des doutes. Le premier avis médical, indiqué sur la réquisition du médecin, mentionnait une "avis médecine légale", laissant entendre qu'il avait été constaté le décès à son arrivée. La famille s'interroge sur les fondements sur lesquels le médecin s'est basé pour affirmer qu'Oumar était encore en vie lorsqu'il a été transporté à l'hôpital. De plus, la famille dir n'avoir jamais eu accès aux dossiers médicaux des urgences, qui pourraient attester de l'état vital d'Oumar à son arrivée.

La question de l'autopsie a également été abordée lors de la conférence de presse. Le frère du défunt a déclaré que

la famille et les avocats n'avaient pas demandé une deuxième autopsie, mais ils ont été surpris d'apprendre qu'un médecin légiste étranger avait été sollicité. Cependant, la famille et les avocats n'ont pas pu assister à l'examen réalisé par ce médecin, et ils n'ont pas été informés des détails de cette intervention. Selon les autorités, l'autopsie a été effectuée dans un laboratoire spécialisé au Maroc, et les résultats ont été communiqués à la famille dans une enveloppe récupérée à l'ambassade du Maroc. Les avocats ont exprimé leur désaccord avec les conclusions de l'autopsie, soulignant que le médecin légiste marocain s'était concentré sur une expertise toxicologique plutôt que sur les causes du décès.



Les avocats ont rappelé que la torture est interdite par la loi en Mauritanie et dans le monde entier. Ils ont souligné que la Mauritanie avait ratifié la convention internationale contre la torture et disposait d'un code de procédure pénale qui interdisait la torture et exigeait la présence d'un avocat dès les premières heures d'arrestation. Ils ont également affirmé

que des signes de torture étaient visibles sur le corps d'Oumar, confirmés par les toilettes funéraires et le médecin légiste mauritanien.

La conférence de presse a soulevé de nombreuses interrogations quant aux circonstances entourant l'interpellation et la mort d'Oumar Hamadi Diop. Les avocats de la famille ont dénoncé une autopsie incomplète et ont remis en question les conclusions du médecin légiste marocain. Ils ont insisté sur l'importance de mener une enquête approfondie et transparente pour faire la lumière sur cette affaire. La famille et l'opinion publique attendent des réponses claires et des mesures appropriées de la part des autorités compétentes. Amy Fofana

## Sensibilisation des journalistes sur la problématique des brèches au niveau du littoral de Nouakchott

Dans le cadre de la quinzaine de l'Environnement placée cette année sous le thème "Protéger au moins 30% de notre planète bleue", le projet WACA (Programme de gestion du littoral Ouest Africain-Mauritanie) a organisé aujourd'hui une journée de sensibilisation en collaboration avec l'Association des Journalistes Amis du Littoral (AJAL).

Au programme une visite de terrain le long du littoral de Nouakchott afin d'observer de près le danger que constitue certaines brèches au niveau de la côte.

La situation est d'autant plus préoccupante que les côtes mauritaniennes ont été classées parmi les zones à risques et selon les scénarii du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), la

ville de Nouakchott est particulièrement très vulnérable aux submersions marines.

D'ailleurs en décembre 1997 un raz de marée avait altéré une partie du cordon duniaire littoral, protégeant la capitale, submergeant le marché de poisson et faisant un mort.

Selon Dafa Adama expert au sein du projet, les brèches en question sont le fait de l'activité humaine (exploitation du sable pour usage de construction) et sont attisées par les effets du changement climatique.

Les activités anthropiques ont profondément détérioré la façade côtière notamment à certains endroits. Et aujourd'hui on compte 21 brèches au total dont 3 d'une extrême gravité (les 9, 13 et 16) et sur lesquelles travaillent prioritairement le projet WACA. Les études sont déjà à point et

l'exécution des travaux de colmatage devrait intervenir d'ici la fin de l'année.

Au niveau de deux de ces brèches que les journalistes ont visité des travaux de fixation biologique (avec des plantes halophytes comme le Sésuvium) et mécaniques (recours au clonage) ont déjà été exécutés sur certains blocs. On étudie aussi l'option du renforcement du cordon duniaire par la plantation de filaos et l'utilisation de nattes de Tiphia comme cela est fait au Sénégal.

Ainsi donc parmi les investissements retenus par la composante 3 du WACA Res IP, figure le sous-projet de colmatage des trois brèches susmentionnées sur le cordon duniaire protégeant la ville de Nouakchott contre les incursions marines potentielles. La création récente d'une brigade de surveillance du littoral est à



saluer mais elles doivent éviter la bétonisation de la bande côtière et légiférer de manière dissuasive sur l'occupation du sol. Sachant que la ville de Nouakchott se trouve en dessous du niveau de la mer, ces brèches constituent une réelle menace notamment pour les communes littorales très peuplées de Sebkhia, Tevrak Zeina et El Mina. C'est pourquoi il est urgent que les autorités surveillent de près ce qui se passe au niveau du littoral qui continue à subir des

détériorations. Et au-delà de Nouakchott il serait également impératif d'intervenir au niveau de la Baie de l'Etoile au large de Nouadhibou où cette rivière de 184 ha doit être préservée de l'action humaine et classée réserve naturelle.

Au cours de cette journée, les journalistes du réseau AJAL ont été sensibilisés sur les différents aspects de cette problématique. Rappelons que l'Association des Journalistes Amis du Littoral (AJAL) avait été créée à l'issue d'un atelier d'information et d'échanges sur les enjeux de la gestion du littoral mauritanien, organisé à Nouakchott en mars 2021 par le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable et le projet WACA Mauritanie.

Bakari Gueye

# Le mauritanien Coulibaly investi officiellement au Conseil d'Administration d'ITIE International au non de la Société Civile africaine

M.Baliou Coulibaly Président de la Coalition Mauritanienne Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP) a été officiellement investi en tant que représentants de la société civile africaine au Conseil international de l'ITIE.

Cela s'est passé à Dakar où se tient depuis hier la Conférence mondiale de l'ITIE.

Cette consécration est le fruit d'une décennie de labeur et d'engagement citoyen.

M.Coulibaly figure ainsi parmi les dix nominés sélectionnés par le Groupe consultatif de la société civile (GCSC) dans le cadre d'un processus de sélection rigoureux pour siéger en tant que représentants de la société civile au Conseil d'administration international de l'ITIE pour le mandat de

trois ans allant de juin 2023-2026. Ces candidats ont été officiellement nommés après l'élection tenue lors de la réunion des membres de l'Association de l'ITIE qui se tient présentement à Dakar au



Sénégal. Une note de l'ITIE souligne que : " Au cours du processus de mise en candidature, le GCSC a été impressionné par le riche talent du collègue des OSC de l'ITIE et par l'engagement, les

réalisations et la diversité des expériences. Parmi les 10 finalistes figurent six femmes et quatre hommes qui collectivement apportent une profondeur d'expertise inégalées : le groupe comprend des vétérans de l'ITIE qui ont défendu avec succès des questions prioritaires au niveau du Conseil, comme les attentes à l'égard des entreprises en 2022, et qui ont accompli les travaux des comités avec diligence; il y a aussi de nombreux nouveaux leaders qui se sont distingués en augmentant la transparence et la redevabilité dans les initiatives nationales, en introduisant des innovations dans la diffusion des données et en travaillant directement avec les communautés touchées par le secteur

extractif. Ensemble, les candidats apportent une vaste expertise technique dans toute la chaîne d'approvisionnement, la recherche, la défense des politiques, l'engagement des parties prenantes et les compétences de négociation, ainsi que de solides réseaux aux niveaux local, régional et mondial. Ainsi, les candidats constituent un groupe bien placé pour aborder les priorités continues et de pointe du programme de l'ITIE, y compris la protection de la société civile et les questions clés au cœur des révisions proposées à la norme de l'ITIE, y compris la transition énergétique, genre et lutte contre la corruption."



A noter également que le premier ministre Mohamed Bilal Messaoud qui a assisté à l'ouverture de la conférence a reçu au nom de la Mauritanie le prix du leadership du respect des normes de transparence. Cette double distinction et la reconnaissance des efforts de transparence dans le domaine des industries extractives est encourageante surtout à la veille de l'exploitation des importantes richesses gazières.

Bakari Gueye

## Ecole républicaine : Acquis et perspectives

Depuis quelques années le gouvernement mauritanien s'est engagé dans une politique visant à améliorer son système éducatif. C'est ainsi que plusieurs chantiers ont été mis en œuvre traduisant ainsi la volonté du gouvernement à accorder une importance à l'éducation. L'objectif visé est dès lors d'améliorer les services éducatifs [infrastructures, programmes, matériels et enseignants].

En effet, plusieurs chantiers ont été mis en œuvre, entre autres : l'inscription de tous les enfants en âge de scolarité en première année à l'école publique, fourniture des uniformes scolaires aux écoliers, mise en place des coges [comité de gestion], constructions des infrastructures scolaires de base (salles de classe, latrines...), redéploiement des enseignants, disponibilité des manuels scolaires et des tables bancs.

Ces chantiers marquent ainsi le début de la réforme du système éducatif en Mauritanie pour une école républicaine performante. Mais force est de constater que d'autres chantiers restent encore à réaliser pour jeter réellement et de façon pérenne, les bases d'une école républicaine où tous les enfants mauritaniens bénéficieront

d'un enseignement moderne et de qualité.

La question qui se pose, dès lors, est celle de savoir : Comment améliorer le système éducatif mauritanien pour en faire une clé de réussite pour tous les élèves ?

Malgré tous les efforts déployés de la part des autorités publiques, nous déplorons quelques insuffisances : Uniformes scolaires insuffisantes, absence des moyens financiers pour le fonctionnement des coges, insuffisance des enseignants (surtout les enseignants francisants), manque en salles de classes, écoles délabrées dans plusieurs localités, manque de volonté pour la valorisation du métier de l'enseignant, promesse non tenue en ce qui concerne la distribution des terrains aux enseignants et last but not least, la non satisfaction d'une doléance vieille comme le monde à savoir l'augmentation substantielle des salaires des enseignants.

Il convient également de mettre l'accent sur la décentralisation du concours d'entrée en sixième (production des épreuves à la correction en passant par la surveillance) depuis l'année dernière et celle du Brevet (correction au niveau régional) qui font

parties des chantiers déjà mis en œuvre.

Malheureusement, cette décentralisation a péché dans certaines régions telles que le Gorgol et le Hodh chargé où le taux de réussite était très faible au concours d'entrée en sixième.

Contrairement à la région du Tagant où le taux de réussite était satisfaisant. Le Tagant joue sa partition ! Comprenant l'enjeu de cette réforme et malgré les moyens de bord très limités et surtout le manque d'inspecteurs sur le terrain, au niveau de la région du Tagant et plus particulièrement la Moughataa de Tidjikja durant cette année scolaire les responsables pédagogiques en l'occurrence le Dren et l'inspecteur départemental de l'éducation en la personne de Khalil Mamadou Sow, le personnel d'encadrement ont mis les bouchées doubles en vue de rehausser le niveau des élèves comme à l'accoutumé.

En effet, différentes animations pédagogiques ont été réalisées dans la quasi-totalité des écoles de la Moughataa durant l'année scolaire à savoir, les leçons modèles, radios scolaires, compétitions culturelles etc....

D'autre part, dans le souci



de réaliser un excellent taux de réussite au niveau du concours d'entrée en sixième des concours blancs ont été organisés à la fin de chaque trimestre au profit des élèves de la sixième année et ; éventuellement suivis des séances de remédiations. Toutes ces animations pédagogiques ont vu le jour grâce à la supervision de l'inspecteur départemental et le suivi des inspecteurs de circonscription et des conseillers pédagogiques qui n'ont ménagé aucun effort pour accompagner les enseignants dans leur tâche quotidienne.

Il est à noter également qu'exceptionnellement tous les enseignants de la Moughataa ont subi l'inspection de fin d'année qui a succédé aux inspections d'encadrement et de suivi. Mention spéciale à l'inspecteur départemental de la Moughataa de Tidjikja qui a pris à bras-le-corps cette mission d'inspection en passant dans les salles de

classe pour inspecter lui-même les enseignants pour raison de manque d'inspecteurs. Comme il le faisait durant l'année scolaire en participant aux leçons modèles organisées dans les écoles.

Après l'effort, le confort ! Enfin, il ne nous reste qu'à souhaiter bonne chance aux candidats aux différents examens nationaux et bonnes vacances au personnel d'enseignement et d'encadrement. Pour couronner le tout, l'école Limbeidie l'une des écoles de Tidjikdja à sa tête le directeur (votre serviteur) et le personnel enseignant ont mis la cerise sur le gâteau en récompensant les élèves les plus méritants par la distribution des cadeaux dans le but de créer une saine émulation entre élèves.

Mention spéciale à l'ensemble du personnel enseignant de l'école Limbeidie pour le travail titanesque abattu durant l'année scolaire. Bonnes vacances à tous. Après l'effort, le confort.

Rendez-vous est pris pour la rentrée scolaire prochaine tout en espérant que les insuffisances constatées seront corrigées dès le début de l'année scolaire.

Bakary Coulibaly

## Ciné-débat et Marathon de plage : L'ONG Biodiversité et ses partenaires mobilisés pour la Journée mondiale de l'océan

Le 11 juin 2023 l'ONG Biodiversité et ses partenaires, notamment le Goethe-Institut - BacoMab, le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, le Ministère de l'Education Nationale, les communes de Sebkhah, El Mina et TavrighZeina, ainsi que les entreprises SMTD et APM Terminals, les clubs verts des lycées Sebkhah, El Mina et Toujounine, le Club Université de Nouakchott El Asrya, et diverses OSC telles que APTOM, Nature Mauritanie, RIM Youth, ADRES, TAQADOUM, Ennajah, Clean Beach et les startups Imraguen spécialisées dans le recyclage des déchets, ont célébré la Journée mondiale de l'océan en organisant un ciné-débat et

un marathon de plage. Le ciné-débat intitulé " Immersion en terre inconnue " était un film réalisé dans le cadre du programme de biodiversité GAZ-Pétrol, soutenu par la coopération allemande (GIZ), le PNUD, le GEF, l'UICN et le MAVA. Cette rencontre a réuni des étudiants, des artistes, des professeurs, des experts en environnement, ainsi que des journalistes dans le but de sensibiliser et informer sur une meilleure gestion des déchets. Le marathon de la plage, qui a précédé cette acquisition de connaissances de base sur les changements climatiques, la gestion des déchets et les bonnes pratiques citoyennes, a permis aux élèves des lycées de Sebkhah de rencontrer

d'autres acteurs lors d'une activité de sensibilisation citoyenne, éducative et conviviale. Ils ont participé au nettoyage d'une des plages les plus populaires de Nouakchott sous la forme d'un marathon. Les activités comprenaient la collecte des déchets, le tri, ainsi qu'un concours de dessin par équipe visant à proposer une seconde vie aux déchets collectés. ChouaibouDiagana, start-up spécialisée dans le recyclage, a déclaré : " Notre initiative vise à gérer les déchets d'une manière écologique et durable, en prenant en compte différents aspects de l'environnement. Nous



sommes présents sur la plage de Nouakchott pour participer à la Journée mondiale de l'environnement en collaboration avec l'ONG Biodiversité, afin d'organiser la gestion des déchets, la collecte et le recyclage. Nous valorisons ces déchets car ils peuvent également être une source de revenus." Amy Sow, artiste plasticienne, a déclaré : " En tant qu'artiste, j'ai apporté mon aide aujourd'hui car il est

important d'initier ce type d'initiatives et de sensibiliser les riverains à la protection de la mer. J'ai également organisé un atelier de peinture pour sensibiliser à la protection de l'environnement à l'occasion de cette journée a-t-elle souligné " M. Oubeid, président de la coopérative Etihad du Banc d'Arguin, a expliqué : " Pour ce marathon, nous avons eu l'idée de créer le premier prototype de balai métallique en Mauritanie, qui servira également de traiter les ordures, c'est un outils simple à utiliser et pratique pour garder la plage propre " Hawa Bâ

## Mbéra: De La Rosa salue le climat de coexistence pacifique entre habitants de la région et réfugiés maliens

Le hakem de Bassiknou, M. Mohamed Salem Ould Ahmadou Ould Bellal, mercredi dans les locaux de la moughataa, une réunion avec l'ambassadrice du Royaume d'Espagne accréditée auprès de la Mauritanie, SE Mme. Maria Alvarez de la Rosa, en visite dans la moughataa. Cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi par les partenaires de l'état et de

l'impact de leurs interventions au profit de la population, et en accompagnement des politiques publiques visant à atteindre les objectifs du développement global. La visite a conduit la diplomate espagnole dans le camp de M'Berra qui abrite des milliers de réfugiés maliens et de plusieurs autres infrastructures financées par des partenaires au développement.

Dans une allocution qu'elle a faite à cette occasion, l'ambassadrice s'est dite très satisfaite du climat de libertés, d'intégration et de coexistence pacifique entre les populations autochtones et les réfugiés du camp de M'Berra, soulignant que la Mauritanie entretient depuis longtemps des relations de coopération et de partenariat avec le Royaume d'Espagne. Elle a exprimé ses sincères

remerciements au gouvernement et au peuple mauritaniens pour ce geste humanitaire envers les frères réfugiés et s'est engagée à soutenir le pays par l'accompagnement des efforts et des politiques publiques visant à atteindre un développement durable. La rencontre entre le hakem et la diplomate espagnole s'est déroulée en présence du chef



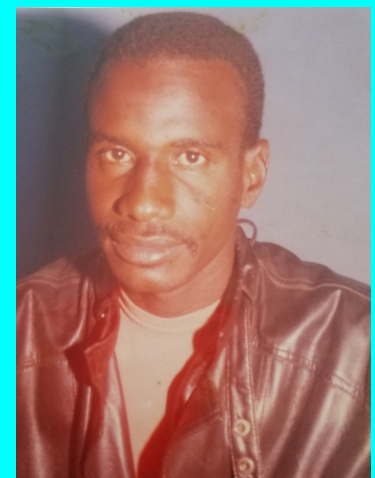
de bureau à Bassiknou du Haut-commissariat de l'ONU aux réfugiés, d'une mission de coordination du projet de développement du Hodh Charghi et de plusieurs responsables de la moughataa. AMI

## Autopsie des libertés confisquées

Tantôt c'est un virus, tantôt ce sont des restrictions abusives qui nous volent nos libertés. La Mauritanie venait de sortir d'une élection controversée qui faisait nourrir beaucoup d'ambitions et qui a débouché à des déceptions innombrables. A peine remis du choc de ces compétitions, le peuple apprend qu'un citoyen aurait encore perdu la vie entre les mains des forces de sécurité dans des circonstances douteuses. La population, des badauds pour la plus part, exprime son indignation dans la rue, dans de nombreuses localités du pays. Un autre jeune va encore perdre la vie dans ces manifestations à Boghé. La population sous le choc cherche à comprendre, alors que les agents de l'état versent dans le ponce

pilatisme. L'état s'empresse de prendre des mesures restrictives en coupant l'internet. Les fournisseurs de service trahissent les utilisateurs en les privant d'un service dû. Le droit à l'information est un droit fondamental. Hélas on leur a volé leur droit à l'information et leur liberté d'expression de façon arbitraire Les Mauritaniens ont voté pour des élections qui, en amont, sont entachées de nombreuses irrégularités. Car les différents acteurs ont eu une interprétation erronée, fallacieuse même, de la digitalisation de l'inscription dans les listes électorales. Ces faits ont entraîné un chamboulement total du fichier électoral avec des pratiques qui ne se fondent sur aucune base juridique. Il a été permis à des individus de s'inscrire dans

les listes des communes avec lesquelles ils n'avaient aucune attache sans aucun élément attestant un changement de résidence. Ils se font inscrire dans des circonscriptions qu'ils ne vont découvrir que le jour du vote et qu'ils quitteront, sans doute à jamais, le lendemain. Cette irrégularité pose le problème de la légalité et la légitimité des mandats obtenus dans ces circonstances et dans les circonscriptions électorales concernées. Encore là aussi on a volé à certains citoyens la liberté de choisir ceux qui vont exercer un mandat à leurs noms. Toutefois les populations doivent être animées d'une citoyenneté responsable pour ne pas céder à l'instrumentalisation de leurs droits et leurs



libertés. Mais à la résistance le peuple doit choisir la résilience qui est loin d'être une attitude de passivité mais une posture responsable. Dans ce contexte la résilience, dont il est question, c'est la connaissance de ses droits et les limites de ses libertés. Il est évident que choisir de vivre dans un espace avec des libertés illimitées c'est choisir l'anarchie. Si les acteurs ne peuvent pas être des modèles, ils

doivent se garder de s'afficher comme des anti-modèles. Cela est valable pour chaque acteur de la société qu'il soit dans la population civile ou dans les forces de l'ordre. Le droit à la vie est un droit indérogable. rien ne peut justifier de supprimer volontairement une vie. Ces morts dans des commissariats sont tout simplement inacceptables, si les responsabilités sont établies, il ne doit aucunement pas y avoir d'impunités. La société vit des moments où elle doit se protéger contre elle-même car les éléments qui la composent ont perdu toute forme de retenue et d'humanisme. Hélas la mondialisation ne nous apporte pas que des avantages dans un article paru sur cridem :

## Le chef de la diplomatie saoudienne samedi en Iran, selon les médias

Le chef de la diplomatie saoudienne est attendu ce samedi en Iran pour renforcer la réconciliation engagée ces derniers mois entre Téhéran et Ryad après sept ans de rupture, ont indiqué ce jeudi 15 mai des médias iraniens.

Le ministre saoudien des Affaires étrangères, le prince Fayçal ben Farhane, "rencontrera et s'entretiendra avec de hauts responsables iraniens" à Téhéran, a indiqué l'agence Tasnim.

Cette visite n'a pas été annoncée officiellement, ni par Téhéran, ni par Ryad. Elle

devrait être l'occasion de formaliser la réouverture de l'ambassade de l'Arabie saoudite à Téhéran après celle de l'Iran à Ryad, officialisée le 6 juin lors d'une cérémonie.

**Réconciliation**

La réconciliation entre les deux poids lourds du Moyen-Orient a été scellée dans le cadre d'un accord conclu le 10 mars par l'entremise de la Chine. La monarchie du Golfe avait rompu ses relations avec la République islamique en 2016, après l'attaque de missions diplomatiques saoudiennes par des

manifestants iraniens, qui protestaient contre l'exécution par Ryad d'un influent religieux chiite.

Depuis, les deux puissances rivales, qui entretiennent une inimitié depuis la Révolution islamique de 1979 en Iran, se sont opposées sur les dossiers régionaux, soutenant parfois des camps rivaux comme en Syrie, au Liban ou au Yémen. Depuis le dégel amorcé en mars, Ryad a renoué avec la Syrie, alliée de Téhéran, et a intensifié ses efforts de paix au



Yémen, où elle dirige une coalition militaire appuyant le gouvernement yéménite contre les rebelles houthis, proches de l'Iran.

Parallèlement, l'Iran mène des pourparlers indirects avec les États-Unis, par l'intermédiaire d'Oman, sur les dossiers du programme nucléaire iranien et des Américains détenus en Iran.

Téhéran est également engagé dans des discussions avec les pays européens, notamment la France dont le président Emmanuel Macron s'est entretenu samedi avec son homologue iranien Ebrahim Raïssi.

Le Figaro avec AFP

## La guerre au Soudan entre dans son troisième mois, le pays s'enfonce dans la crise

TFT Français - L'armée de l'air a mené "des frappes aériennes pour la première fois sur El-Obeid", une ville à 350 kilomètres au sud de la capitale Khartoum, "qui est encerclée par les forces paramilitaires depuis le début des combats", ont raconté à l'AFP plusieurs témoins.



Parallèlement, l'armée soudanaise a accusé mercredi les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR) d'avoir "enlevé et assassiné" le gouverneur de l'Etat du Darfour-Ouest, Khamis Abdallah Abakar, qualifiant les faits d'"acte brutal".

Cet assassinat présumé signifie que les Forces de soutien rapide ont ajouté une "nouvelle ligne à leur liste de crimes barbares commis contre l'ensemble du peuple soudanais", a déclaré l'armée sur Facebook.

Les combats, qui ont commencé le 15 avril, se sont jusqu'à présent essentiellement concentrés à Khartoum, la capitale de cinq millions d'habitants, et dans la vaste région du Darfour, dans l'Ouest.

Cette guerre entre l'armée du général Abdel Fattah al-Burhane et les paramilitaires des Forces de soutien rapide, du général Mohamed Hamdane Daglo a fait plus de 1.800 morts selon l'ONG ACLED.

Plus de 2,2 millions de personnes ont fui leurs domiciles à travers le pays, dont plus d'un million ont quitté la capitale Khartoum, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Plus de 528.000 de ces déplacés se sont réfugiés dans les pays voisins, a indiqué cette agence des Nations unies.

Les civils qui n'ont pas fui n'ont plus "ni nourriture, ni eau, ni médicaments", raconte à l'AFP un habitant de Khartoum, Ahmed Taha.

"Nous n'avons plus rien. Le pays est dévasté. Où que vous regardiez, vous voyez les impacts des bombes et des balles", selon ce témoin. Conférence d'aide au Soudan

Pendant plusieurs semaines, l'Arabie saoudite et les Etats-Unis ont servi de médiateurs à des négociations entre les deux camps dans la ville saoudienne de Jeddah, en vue d'obtenir un cessez-le-feu.

Mais les nombreuses trêves annoncées n'ont été quasiment jamais respectées, et l'aide humanitaire est restée bloquée ou est parvenue aux civils en quantité très insuffisante.

Vingt-cinq millions des 45 millions d'habitants du Soudan, l'un des pays les plus pauvres du monde, dépendent désormais de l'aide humanitaire pour survivre, selon l'ONU.

L'Arabie saoudite a ainsi annoncé mardi la tenue le 19 juin d'une conférence internationale consacrée à l'aide au Soudan.

De son côté, le chef de la délégation du Comité

international de la Croix-Rouge (CICR) au Soudan, Alfonso Verdu Perez, a déploré vendredi que "seuls 20% des établissements de santé fonctionnent encore à Khartoum".

Des quartiers entiers sont privés d'eau courante et l'électricité ne fonctionne que quelques heures par semaine.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a "condamné fermement" mercredi "les attaques croissantes contre des installations de santé", affirmant qu'entre le 15 avril et le 8 juin, 46 de ces attaques ont fait huit morts et 18 blessés.

"Nous souffrons et souffrons encore de cette guerre depuis deux mois", témoigne Soha Abdelrahmane, une habitante de Khartoum, ajoutant que plusieurs villes du Darfour, comme El-Geneina et Nyala, sont en "état de siège".

"Crimes contre l'humanité" Le chef de la mission de l'ONU au Soudan, Volker Perthes, s'est dit mardi "particulièrement alarmé" par la situation au Darfour où les violences

pourraient constituer des "crimes contre l'humanité".

"Les attaques de grande ampleur contre les civils, basées sur leurs origines ethniques, qui seraient commises par des milices arabes et par des hommes armés en uniformes des FSR sont très inquiétantes", a-t-il expliqué.

Le parti Oumma, principale formation politique du pays, a affirmé mercredi que El-Geneina, la capitale du Darfour-Ouest, s'était transformée en "zone de catastrophe", appelant les organisations internationales à envoyer de l'aide.

Le parti a qualifié les violences qui s'y déroulent de "crime humanitaire à part entière" et estimé dans un communiqué que plus de 1.000 personnes étaient mortes "lors d'un siège abject et de violences systématiques contre les citoyens".

Le Darfour a été dévasté dans les années 2000 par une guerre civile qui a fait environ 300.000 morts et près de 2,5 millions de déplacés, selon l'ONU.

Avec Agences

## "Il te faut rendre des comptes" :

## L'Algérie réintroduit un couplet anti-France dans son hymne national

Faut-il percevoir cet événement, passé relativement inaperçu dans l'Hexagone, comme une nouvelle claque aux relations diplomatiques franco-algériennes ?

Le 24 mai dernier, le président algérien Abdelmadjid Tebboune a pris la décision par décret de réintroduire, dans certaines situations, le troisième couplet de l'hymne national de son pays, le Kassaman.

Jusqu'à aujourd'hui, l'hymne était, dans l'écrasante majorité des cas, joué dans sa version réduite, avec un seul couplet.

Cette modification serait anecdotique si le couplet en question ne visait pas directement la France. Dans le détail, il déclame :

"? France ! le temps des palabres est révolu

Nous l'avons clos comme on ferme un livre

? France ! voici venu le jour où il te faut rendre des comptes

Prépare-toi ! voici notre réponse

Le verdict, notre révolution le

rendra Car nous avons décidé que l'Algérie vivra"

Un couplet polémique jusqu'en Algérie

Jusqu'à maintenant, ce couplet, tout comme le deuxième, le quatrième et le cinquième, n'était prévu que lors des congrès du FLN et l'investiture du président de la République, en vertu d'un décret promulgué en mai 1986. Autant dire qu'il était particulièrement rare de l'entendre. Mais dans ce nouveau décret, le président Tebboune a décidé que la version complète de l'hymne, et donc le troisième couplet, devrait également être exécutée lors "des commémorations officielles en présence du président de la République".

Le Kassaman a été au centre de nombreuses polémiques au cours de sa jeune histoire. Composé en 1955, au tout début de la guerre d'Algérie, par le poète Moufdi Zakaria, fervent militant indépendantiste, il fut adopté en

1963, quelques mois après l'indépendance. Dans les années 1980, sous la présidence de Chadli Bendjedid, les autorités algériennes ont tenté de supprimer le couplet problématique, au motif que l'hymne algérien était le seul au monde à citer nommément un autre pays. Mais l'amendement a été rejeté.

Deux autres tentatives ont également échoué, en 1967 et en 2007. Le couplet n'a donc jamais été supprimé. En revanche, le décret de mai 1986 a limité l'usage de la version complète. Celui de mai dernier l'élargit donc un peu plus. En cas de visite d'?tat en Algérie, le président Emmanuel Macron n'aurait néanmoins pas à subir l'affront d'un hymne résolument anti-France, puisque cette modification ne concerne pas les visites officielles de chefs d'?tat.

Un contexte diplomatique tendu Cet événement prend place dans un contexte diplomatique délicat entre la France et l'Algérie. Le président

Tebboune avait pourtant salué dans les colonnes du Figaro, à la fin du mois de décembre, la nouvelle "relation de confiance" entre les deux pays, quatre mois après la visite d'?tat d'Emmanuel Macron. Les deux chefs d'?tat avaient même convenu d'une date de visite dans l'Hexagone, pour Abdelmadjid Tebboune, les 2 et 3 mai.

Entre-temps, la France et l'Algérie se sont retrouvés au beau milieu d'une brouille diplomatique provoquée par la partie algérienne, quand Paris a aidé à exfiltrer de Tunis vers l'Hexagone l'opposante franco-algérienne Amira Bouraoui, sous le coup d'une condamnation. Si cette tension passagère n'a pas duré, Tebboune a reporté au mois de juin sa visite à Paris, selon une information du Figaro.

Finalement, cette visite pourrait n'avoir lieu qu'après l'été. Car les agendas des deux présidents sont



chargés d'ici là. Mais sans doute aussi parce qu'Alger voit d'un mauvais œil les attaques à son encontre vis-à-vis de la politique migratoire, venues de l'autre rive de la Méditerranée.

Dans une récente interview à L'Express, l'ancien premier ministre Edouard Philippe a en effet dénoncé le traité franco-algérien de 1968, qui définit les conditions d'accueil et de séjour des Algériens en France. Tout comme l'ancien ambassadeur de France à Alger, Xavier Driencourt, dans son nouveau livre. Par Hugues Maillot

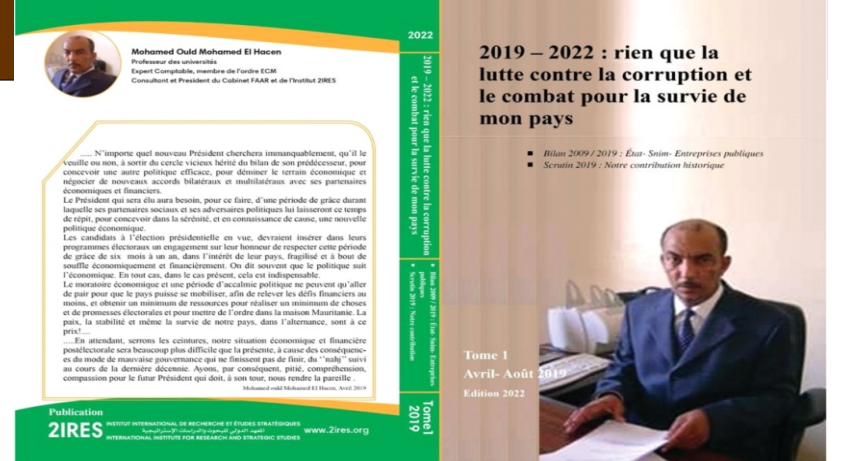
Chronique "Livres" 16

# 2019 - 2022 : rien que la lutte contre la corruption et le combat pour la survie de mon pays

Nous vous proposons cette semaine la suite de la chronique hebdomadaire consacrée au livre de l'éminent économiste Mohamed Ould Mohamed El Hassan, directeur de l'institut 2irs intitulé : " 2019 - 2022 : rien que la lutte contre la corruption et le combat pour la survie de mon pays ". En effet, dès sa première enfance, notre Etat a vu les catastrophes naturelles se succéder et alterner avec les crises politiques infantiles et les crises d'adolescence : Livre blanc au candidat absent 107 - à l'âge de 6 ans, ce furent les événements de 1966 ; - à l'âge de 10 ans, la sécheresse des années 1970 ; - à l'âge de 15 ans, nous fîmes la Guerre du Sahara en 1975 ; - à notre " majorité ", le complexe d'Edipe : Coup d'Etat militaire de 1978 contre le père de la nation; - troubles scolaires en 1979, mort d'élève, avec remède pire que le mal ; - institution du modique enseignement séparé ; - tentative de coup du 16 Mars 1981 ; - tentative de coup d'Etat racial par des officiers originaires de la vallée entraînant la déstabilisation du pays ; - événements de 1989, conséquence, entre autres, des décisions de l'enseignement séparé de 1979, avec, de surcroît, conflit avec notre voisin du Sud, le Sénégal, et ce en dépit du partage de peuples, de cultures, de coutumes et des mœurs qui caractérisent deux pays qui n'en faisaient qu'un ; - déportation des populations au Sénégal ; - rafale de coups d'états : coup d'Etat 2003 et coup d'état 2005 ; - inondation de la ville de Tintane, troisième Région; - Coup d'Etat contre le premier Président démocratiquement élu, avec des crises politiques et institutionnelles de 2008/2009; - crises financières doublées de sécheresse en 2014/2015 ; Notre contribution à la campagne présidentielle 2019 108 - crise diplomatique prolongée avec notre voisin du Nord - le Maroc, en dépit de la transfusion de peuples, des cultures, de coutumes et des mœurs des deux pays qui en font une race ; - Retombées des crises au Mali, présence des réfugiés dans les régions de l'Est ; - liquidation d'entreprises publiques stratégiques et vitales pour notre développement économique et social : SONIMEX, ENER, Agence pour l'accès universel, AMEXTIP, Patrimoine foncier public, patrimoine minier ... ; - Endettement extérieur record et excessif ; Autant de problèmes qui minent notre pays jusqu'à ce jour. Et j'en passe !. Chaque crise a laissé ses séquelles, des conséquences néfastes, des passifs qui s'ajoutaient les uns

aux autres, des "reports à nouveau négatifs", dans les bilans du pays, telles les dettes du mauvais payeur ou du failli. Les problèmes s'accumulent et se compliquent sans trouver de solutions. Les solutions pratiquées à ce jour sont pires que les problèmes," l'huile servant, à chaque fois, à éteindre les feux " ! Les grandes décisions concernant des réalisations d'études de portée stratégique et déterminante dans la vie du pays sont prises à la légère, sans études qui auraient pu permettre d'anticiper leurs effets négatifs, leurs résultats fâcheux et dramatiques. Lorsque les résultats de ces actions, qu'on n'a pas pu prévoir ni prévenir, apparaissent au grand jour, nous n'arrivons pas, faute de volonté, ou par déficit en compétences, à découvrir les solutions qui permettent de réparer, et de corriger les torts. Nous appréhendons les problèmes comme s'ils étaient sans causes et sans solutions, car ce qui importe pour nous, c'est la subjectivité, l'inquisition et l'imputation de la responsabilité aux autres. Aujourd'hui, une opportunité historique se présente à nous. Nous devons en conséquence, reprendre nos clés de lecture, réviser nos grilles d'analyse pour découvrir en toute humilité, ces réalités, et prendre le taureau par les cornes. Essayons, donc de dépasser ces crises, de consommer leur deuil, de laisser leur traumatisme derrière nous, au lieu de nous nourrir d'une inguérissable mélancolie qui interdit toute lucidité. Avant même d'arriver à l'antichambre du Pouvoir et même à l'isoloir, vous portez déjà, sans en être apparemment très conscients, la responsabilité de conduire des campagnes dans lesquelles les clivages tribaux, régionaux et ethniques, constituent malheureusement les traits marquants et font les lignes de démarcations entre candidats, puis conduisent à des votes tribalistes, ethnicistes et régionalistes... Depuis quelques années, on observe un recours systématique à des procédés incompatibles avec la démocratie, à des campagnes en continu, avant pendant et après les élections. Campagnes Permanentes sans interruption et sans arrêt ! Evaluation critique des campagnes présidentielles 2019 Pourquoi ne pas ressaisir et réparer notre Etat ? Les campagnes électorales paralysent ces jours-ci les activités productrices de richesses intellectuelles et/ou économiques, détruisent les substances et les énergies et ont pour toile de fond la crise

permanente. Elles sont, en dernière analyse, faites de cris et des slogans réducteurs. Les discours qu'elles véhiculent ne font que fructifier et renforcer les clivages rétrogrades que nous croyions avoir, depuis longtemps, dépassés. Les charges sentimentales et émotives constituent le carburant exclusif de ces campagnes. Leur animation ne comporte aucun débat sur le devenir du pays. Aucun débat sur les problèmes de l'heure. Rien que des répétitions serviles de slogans. Tout le monde applaudit et danse, mais personne ne réfléchit ni ne pense. Le Pays, la Nation, l'Etat, l'intérêt général, et l'intérêt commun, sont des termes très rarement évoqués dans ces campagnes. La fibre patriotique et nationaliste et les valeurs citoyennes n'y sont guère palpables. Dans les campagnes et discours politiques on fait moins recours au travail d'architecture qu'à celui d'archéologie qui n'érige rien et ne vise qu'à déterrer les erreurs et les fautes de ses propres prédécesseurs ou concurrents. Ainsi, les tensions de toutes sortes y atteignent leur paroxysme. La campagne de 2019, - point d'aboutissement des campagnes d'une décennie - , a "le mérite" de nous alerter sur les dangers et risques auxquels elle nous expose, en faisant apparaître au grand jour les germes des mauvaises graines de Notre contribution à la campagne présidentielle 2019 112 la division semées sciemment pendant la "campagne permanente", et suivant la méthode de "repiquage" azizien, non plus à la volée et de manière inconsciente- comme cela pouvait arriver épisodiquement auparavant- mais, au contraire, de manière consciente et délibérée. " Qui mal sème, mal récolte ", comme le dit l'adage. On en arrive à se demander si ces élections ne sont pas utilisées comme instruments pour raviver davantage des tensions en exacerbant les clivages raciaux-ethno-tribalorégionaux, ce qui est un crime contre l'humanité. Aussi, risquons-nous, cette fois, d'opérer un bond spectaculaire en arrière. Par la tribalisation, la régionalisation et l'ethnicisation, conscientes ou spontanées, et des votes, symptômes de dégénérescence, dans la campagne présente nous sommes en train de nous désengager du processus de démocratisation, ce qui pourrait conduire à un déclin des plus préoccupants. Pourquoi mener des campagnes présidentielles, notamment, sans sève et sans programme ? Pourquoi, des intellectuels, des éminences grises gravitant autour des candidats, ne trouvent ils à "se mettre sous la dent" que



des slogans d'occasion, de "seconde bouche", venant du Maroc ou d'Algérie, " Président des pauvres " : un slogan affiché par le "Roi des pauvres ", Mohamed VI, bien avant que leur Mohamed à eux ne songeât à une quelconque campagne ; " Candidat du consensus " : slogan de l'une des nombreuses campagnes de Bouteflika ? Où est la démocratie ? Croyez-vous avoir le droit de jouir des modalités et procédures de la démocratie si vous les détournez Livre blanc au candidat absent 113 de leurs finalités : le développement politique et économique dans l'harmonie sociale ? Nos adhésions et nos votes prennent toujours un caractère subjectif et personnel, comme si le Président était un chef de clan, ou de tribu. Au lieu de respecter la vie privée des gens et de ménager leur amour propre, ces campagnes s'apparentent à une opération de démolition des candidats, au lieu d'être l'amorce d'un véritable projet de construction. Les campagnes de propagande, en continu, des dix dernières années sont en train de déteindre sur la forme et le ton de la campagne actuelle et d'inoculer leur poison à son corps. A cause de ces campagnes, notre Mauritanie de l'honneur, de la fraternité et de la justice est en train de se transformer en un champ pour de laides batailles. Nous enfonçons les couteaux dans les plaies de ceux que nous avons blessés dans leur chair ou dans leur amour propre. Nos discours sont faits des diatribes et des satires. Nos poésies ne sont plus que critiques amères et des injures. Les règlements de compte structurent nos rapports humains. L'inquisition est notre arme politique et étatique préférée, d'utilisation généralisée et systématique. Nous " enterrons nos vivants ", nous déterrons nos morts ! Nous nous métamorphosons ! Les idées et la rationalité sont "expulsées" par les émotions, par les mauvais sentiments de colère, de haine et de rancune desquels nous ne semblons point vouloir guérir. Chez nous, la mauvaise monnaie chasse la bonne. Notre contribution à la campagne présidentielle 2019 114 Nos populations, assimilées à un bétail électoral, sont réduites, dans notre mémoire et dans notre langage, à des points cardinaux. Au moment où notre boussole, en panne, n'indique plus le Nord ; nous les affilions à l'Est, à l'Ouest, au Nord et au Sud, comme pour leur dénier le droit à la nationalité mauritanienne, à une patrie, en "

étiquetant " ainsi leurs fronts ou leurs langues. Nous expulsions de force, hors de nos frontières, certains de nos concitoyens et nous interdisons à d'autres leur sol natal, au moment où nous ouvrons larges les portes du pays à d'autres et aux multinationales pour leur octroyer sol et richesses de ce cher pays, en leur permettant de transférer des bénéfices et des dividendes quasi-équivalents à leurs chiffres d'affaires. Grâce à nous, les chinois, les australiens et les américains du nord s'enrichissent de notre sous-sol, de nos terres rares, de la surface de nos mers et de nos fonds marins. Nous mettons dans le même panier de notre PIB leurs revenus, générés en Mauritanie, avec celui de nos compatriotes, afin de pouvoir annoncer que " le revenu des mauritaniens, dans sa globalité et par habitant, est en perpétuelle augmentation " alors qu'en réalité, pour ces raisons et pour d'autres encore, nous nous appauvrissons, jour après jour. Selon la Banque mondiale, nous sommes le pays qui, dans ce bas monde, profite le moins de ses ressources naturelles. Chose inacceptable : nous nous endettons pour couvrir les importations des sociétés minières étrangères. Livre blanc au candidat absent 115 Nos investissements tuent nos entreprises et produisent notre surendettement. Sous d'autres cieux et en d'autres temps, nos étudiants ont été majors de leurs promotions dans les grandes universités, françaises notamment ; aujourd'hui, notre université est, dans le monde, la dernière de la classe. L'économie du savoir qui devient la locomotive de l'économie mondiale, nous devons encore la découvrir ! En revanche, nous nous approprions le brevet de l'invention de l'esclavage et nous revendiquons " son monopole dans le monde et l'exclusivité de sa pratique ". Nous attribuons à l'Etat national mauritanien, à la Mauritanie indépendante, tout le retard et le manque à gagner des maures noir -parce qu'ils n'ont pas une grande part dans le détournement des deniers de l'Etat- et nous considérons que leur salut et l'amélioration de leurs conditions, viendront de l'Occident, sans passer par l'acquisition du savoir, ou par le commerce ou l'immigration. Et nous oublions que l'administration coloniale d'hier, n'en a scolarisé, dans ses écoles, que trois garçons d'une même famille, alors que l'Ecole de la Mauritanie indépendante en a inscrit dans son enseignement public des centaines de milliers. Pour nous, le long terme, c'est demain !

(A Suivre)

# Décryptage

**Bakari Guèye**



## Mendicité à Nouakchott : Un créneau porteur

Les grandes artères de la capitale mauritanienne sont quotidiennement prises d'assaut par des hordes de mendiants. Ces derniers se postent, dès les premières heures de la matinée, aux abords des différents carrefours et débordent sur le bitume, mettant ainsi à rude épreuve des automobilistes, qui ne savent plus à quel saint se vouer.

Il s'agit d'une véritable armée en furie comprenant des unités entières d'enfants et de femmes.

Les occupants des véhicules qui passent sont acculés et chaque mendiant a sa méthode pour soutirer quelques sous aux généreux donateurs.

En effet, les mauritaniens

sont réputés avoir la gâchette facile, une générosité dont usent et abusent ces parasites des temps modernes.

La montée en flèche de ce phénomène suscite beaucoup d'interrogations au sein de l'opinion même si certains brandissent l'argument de la crise économique que traverse le pays.

En réalité, il s'agit là d'un véritable créneau porteur et beaucoup d'hommes et de femmes valides en ont fait un métier à part entière.

Ce n'est donc pas un hasard si certains mendiants sont devenus prospères et respirent la santé, mais vu l'appât du gain, ils continuent toujours à tendre piteusement la main.

## Le naufrage de la gauche européenne

Les élections locales organisées en Espagne le 28 mai dernier ont consacré la victoire éclatante de la droite populiste et radicale, l'effondrement du parti socialiste qui était au pouvoir ainsi que la lourde défaite du parti de l'extrême gauche Podemos, qui n'a obtenu que 0,59% des bulletins.

Parmi les vingt-sept pays de l'Union européenne, seuls deux ?tats (le Portugal et la Slovaquie) sont encore gouvernés par des formations de gauche; deux autres pays (l'Allemagne et le Danemark) sont dirigés par des coalitions guidées par les partis de la mouvance socio-démocrate.

L'avancée fulgurante des partis nationalistes conservateurs dans toute l'Europe contraste clairement avec la dynamique gauchiste qu'a connue le Vieux Continent durant la décennie passée.

L'historien et sociologue français Pierre Rosanvallon constate que "la gauche n'a plus aucun mot à dire". L'essor pitoyable du Parti socialiste français, éliminé au premier tour des élections présidentielles en 2017 et 2022, en est l'illustration parfaite.

Pour Rosanvallon, la crise de la gauche européenne relève à la fois d'une vacuité intellectuelle déconcertante (la régression de l'idéal progressiste) et d'une cécité stratégique fatale vis-à-vis des changements structurels qui ont affecté l'ordre social et politique.

La différence est minime entre la droite populiste et les nouvelles gauches radicales, qui entretiennent la même suspicion vis-à-vis de la démocratie libérale et des corps intermédiaires ainsi que des institutions publiques.

Cette crise sociétale et idéologique a en effet modifié les paramètres du jeu politique qui s'est longuement fixé autour de la dualité droite/gauche. De nouvelles lignes de clivage ont vu le jour: souverainisme contre mondialisme, progressisme contre conservatisme...

Le label "populiste", souvent mis en avant pour identifier les nouveaux mouvements de droite ultranationaliste, occulte les vrais enjeux sociopolitiques du moment. Il y a lieu de préciser que le populisme n'est pas l'apanage de la droite: avec sa diversité et sa complexité, il est plutôt transversal dans le champ politique. D'éminents penseurs de la nouvelle gauche, à l'instar de la philosophe belge Chantal Mouffe, plaident pour un "populisme de gauche" qui prendrait en charge le rôle des affects et des passions dans la construction d'une volonté collective, dans une dynamique de conflictualité inhérente à la pratique politique.



Dans une configuration postidéologique, les distinctions essentialistes figées sont inopérantes et les modalités de la compétition représentative ne pourront jamais retrancher les antagonismes politiques.

La ligne de démarcation entre les tendances politiques n'est donc pas à chercher au niveau des mécanismes politiques, la différence est minime entre la droite populiste et les nouvelles gauches radicales, qui

entretiennent la même suspicion vis-à-vis de la démocratie libérale et des corps intermédiaires ainsi que des institutions publiques.

Les deux pôles se partagent l'obsession identitaire, malgré les différences qu'ils expriment à l'égard du référentiel socioculturel: les droits des entités de genre, de race ou d'appartenance culturelle (la gauche), ou l'identité de la communauté nationale considérée comme un peuple uni et homogène menacé par l'aliénation "acculturante" ou le mondialisme amorphe (la droite).

Viktor Orban, s'est approprié la formule "démocratie illibérale", inventée par l'essayiste américain Fareed Zakaria.

La nouvelle droite conservatrice met l'accent sur la tradition, le souverainisme autonome et l'Etat fort, en déconnexion notoire avec l'ethos libéral classique, axé sur la subjectivité individualiste, l'idéal libertaire et l'intégration citoyenne. Cependant, elle n'est pas passéiste ou "réactionnaire", ne remet pas en cause les acquis de la laïcité ou le caractère pluraliste du champ politique. Elle exprime plutôt une forte demande démocratique, au prix de l'atrophie de la culture des droits et de la régression des institutions qui garantissent l'équilibre et la séparation des pouvoirs.

C'est ainsi que le Premier ministre hongrois, Viktor Orban, s'est approprié la formule "démocratie illibérale", inventée par l'essayiste américain Fareed Zakaria.

Dans un texte de 2018, le philosophe allemand Jürgen Habermas expliquait le désarroi gauchiste en Europe par les aléas de la mondialisation libérale, c'est-à-dire par "les impératifs fonctionnels politiquement incontrôlables d'un capitalisme mû par des marchés financiers échappant à toute régulation".

Toutefois, ce phénomène incontestable ne constitue pas la cause ultime de l'écroulement d'une gauche qui a été incapable d'accompagner en théorie et en pratique les mutations profondes du monde contemporain.

Seyid Ould Abah  
<https://arab.news/mj6w9>

# Es-sada

**Echos**

Hebdomadaire - politique - indépendant

**Comité de rédaction**

Récépissé n° 02012 01/06

**Directeur de publication**

Mohamed Abderrahmane Mohamed Val

**Rédacteur en chef**

Bakari Guèye

**Rédaction**

Bakari Guèye

El Wely Sidi Heiba

Djibril Amadou

Ahmed Salem Ould Sidi Abdellah

Représentant Nouadhibou: Babah Abdin

Responsable marketing

Kadali Engbanan Al Mamoun

Représentation et distribution à Nouadhibou

**Production Distribution Publicité**  
 Pour vos Publicités - Photos - Films  
 Nouadhibou - Tél et Whatsapp : 44 70 74 75

**Contacts:**

22 04 71 82 - 46750604

49 14 90 91 - 36 68 85 13

**E-MAIL:** [Essada12@gmail.com](mailto:Essada12@gmail.com)

**Website:** [essada.info](http://essada.info)

Nouakchott - Mauritanie

TIRAGE : IMPRIMERIE NATIONALE

## Khaled Moulaye Driss

